



LA LIBERTE DE LA PRESSE

– Synthèse du sondage CSA –

3 mai 2005



A l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse du 3 mai, REPORTERS SANS FRONTIERES a souhaité interroger les Français sur le métier de journaliste, notamment au regard des diverses affaires de prises d'otage et du débat sur l'exercice de leur métier en Irak. CSA a réalisé un sondage les 26 et 27 avril 2005 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

I. Les journalistes doivent-ils continuer à se rendre en Irak ? Des Français partagés.

Les Français ont dans leur grande majorité une très bonne opinion du métier de journalistes : 86% en ont une bonne opinion, dont 22% une « très bonne opinion ». Ils ne sont que 11% à en avoir une mauvaise opinion. Le métier bénéficie d'une aura particulièrement importante auprès des 18-24 ans (91% en ont une bonne opinion). Par ailleurs, si 68% des Français n'ont pas changé d'opinion sur ce métier depuis les prises d'otages en Irak, près d'un quart (23%) déclare que son opinion sur le métier de journaliste a évolué positivement. Il semble que les risques pris par les journalistes pour couvrir le conflit malgré les nombreux dangers aient contribué à redorer le blason du métier et participe à l'explication du chiffre très élevé d'opinions positives émises à l'égard de cette profession.

Et pourtant, risquer sa vie pour informer les citoyens de ce qui se passe dans le monde n'en vaut peut-être pas la peine... Tel semble être en effet le message adressé en filigrane aux journalistes par les Français. En effet, une nette majorité (59%) estime ainsi que « compte tenu des risques encourus, les journalistes ne doivent pas continuer à se rendre en Irak », contre 37% qui pensent le contraire.

Néanmoins, l'analyse détaillée des chiffres montre que les résultats sont très contrastés en particulier en fonction du niveau de diplôme et de la catégorie sociale. Plus on appartient aux catégories aisées et diplômées de la société, plus on est sensible au devoir d'information. En effet, la majorité des cadres (59%), des personnes exerçant une profession intermédiaire (51%) et des personnes titulaires d'un diplôme supérieur à bac +2 (54%) affirment que les journalistes doivent continuer à se rendre en Irak, alors que la majorité des employés (70%), des ouvriers (65%) et des non diplômés (63%) pensent au contraire que les journalistes ne doivent plus y aller.

II. On n'en fait jamais trop pour libérer les otages

La couverture médiatique des prises d'otage de journalistes en Irak semble être, selon les Français, à la hauteur de l'enjeu, puisque 47% pensent que les médias en parlent « juste ce qu'il faut ». Un tiers estime cependant qu'ils n'en parlent pas assez, malgré les rappels journaliers de la situation de Florence Aubenas et de Hussein Hanoun. Ils ne sont que 18% à juger que les médias en parlent trop.



Notons que les personnes âgées de moins de 35 ans sont même demandeurs d'une couverture plus importante. (Une majorité relative des jeunes de 18 à 24 ans (49%) et 43% des 25-35 ans pensent que les médias n'en parlent pas assez.)

S'ils estiment que les médias en parlent « juste comme il faut », les Français trouvent en revanche l'action du gouvernement moins lisible. 29% pensent que le gouvernement français fait « juste ce qu'il faut » pour libérer la journaliste de *Libération* et son guide, tandis qu'une nette majorité (57%) juge qu'il n'en fait pas assez.

Les jeunes sont particulièrement en attente d'une plus grande lisibilité de l'action gouvernementale, de même que les catégories populaires. Ainsi, 71% des 18 à 24 ans pensent que le gouvernement n'en fait pas assez. Une attente partagée par les catégories populaires (71% des employés, 68% des ouvriers, 57% des non diplômés) et les sympathisants de gauche (63%).

Enfin, quand on demande aux Français s'ils seraient prêts à participer à une action de soutien en faveur de la libération de Florence Aubenas et Hussein Hanoun, les réponses sont partagées. Les résultats font montre d'une attitude assez distante sur l'utilité d'une participation. Seuls un tiers (33%) des Français y participerait « certainement » et 40% « probablement ».

Conclusion :

La perception du métier de journaliste par les Français, notamment au regard du récent débat sur l'envoi de journalistes en Irak malgré le conflit, est dans l'ensemble positive : ils ont une bonne opinion de ce métier et celle-ci a même évolué positivement pour une partie des Français depuis les prises d'otage.

Mais la majorité des personnes interrogées estime que la sécurité des journalistes prime sur le devoir d'informer ; selon eux les journalistes ne devraient plus aller en Irak. Toutefois, ce jugement est largement tributaire du niveau de diplôme de la personne interrogée, les catégories les plus aisées et les plus cultivées indiquant, elles, majoritairement que les journalistes doivent continuer à se rendre en Irak.

En tout état de cause, les Français prennent très à cœur le sort des journalistes actuellement pris en otage et considèrent que le maximum de moyens doivent être engagés pour pouvoir les libérer.